



REPUBLIQUE DU BURUNDI  
DEUXIEME VICE-PRESIDENCE  
SECRETARIAT PERMANENT DU COMITE NATIONAL DE  
COORDINATION DES AIDES



Réunion	Forum Politique du GCP (réunion extraordinaire)
Président	S.E.M. le Premier Vice-Président de la République
Co-Président	Mme la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies, Karen LANDGREN
Rapporteur	SP/CNCA
Date	Le 16 février 2011
Lieu	Hôtel Safari Gate
Agenda	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mot d'accueil par Monsieur Pamphile MUDEREGA, Secrétaire Permanent du CNCA</li><li>• Allocution de Mme la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies, Karen LANDGREN</li><li>• Allocution de M Paul SEGER, Président de la Configuration Burundi de la Commission de Consolidation de la Paix (New York)</li><li>• Discours de S.E.M. le Premier Vice-Président de la République</li><li>• Présentation du cinquième rapport CSCP</li><li>• Débat sur les recommandations</li><li>• Clôture</li></ul>

**Mot d'accueil par Monsieur Pamphile MUDEREGA, Secrétaire Permanent du CNCA**

Le Secrétaire Permanent du CNCA a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé l'historique du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix .

**Allocution de Mme la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies, Karen LANDGREN**

Mme LANDGREN a salué les efforts faits par le gouvernement et ses partenaires pour élaborer le cinquième rapport CSCP. Elle a parlé d'une activité en même temps politique et symbolique, car ce rapport marque le progrès sur un long chemin depuis 2008.

Elle a fait un appel ardent pour réserver une place tangible pour les aspects de consolidation de la paix dans le nouveau Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

Mme LANDGREN a également salué l'esprit de partenariat depuis 2008 car les rapports se sont faits par un travail concerté.

#### **Allocution de S.E.M. l'Ambassadeur Paul SEGER, Président de la Configuration Burundi de la Commission de Consolidation de la Paix (New York)**

S.E.M. l'Ambassadeur a également complimenté le Gouvernement pour les efforts aménagés et il a rappelé les objectifs de l'assistance de la Configuration Burundi de la Commission de Consolidation de la Paix (New York). Il a souligné que la PBC est là pour se rendre obsolètes.

Il a félicité les Gouvernement et les partenaires pour le cinquième rapport CSCP, qui est clair et franc. Le rapport mentionne les progrès sans oublier les défis.

Il a finalement salué la volonté du Gouvernement de lutter contre la Corruption en adoptant la « Tolérance Zéro » et il a recommandé de mettre en œuvre cette stratégie sans faille.

#### **Discours de S.E.M. le Premier Vice-Président de la République**

S.E.M. le Premier Vice-Président de la République a souhaité la bienvenue aux participants, et notamment à la délégation de la Configuration - BURUNDI de la Commission de Consolidation de la Paix à New York. Il a rappelé que même s'il reste des imperfections à corriger, le pays a noté des progrès considérables. Il a mentionné :

- Le consensus autour de la Commission Electorale Nationale Indépendante et du Code Electoral
- Le bon comportement des forces de défense et de sécurité au cours du processus électoral
- La liberté de mouvement et d'expression des média et de la société civile
- Le désarmement des populations civiles
- La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, conforme aux principes de Paris qui verra bientôt le jour et les mécanismes de justice transitionnelle qui ne devraient plus attendre
- La représentativité des femmes dans les instances publiques de décision
- La réinsertion des ex-combattants et des rapatriés.
- La stratégie nationale de réintégration durable
- L'attention nécessaire pour mettre en place, une véritable politique foncière équitable
- Le Gouvernement qui tient à appliquer la « tolérance zéro »

S.E.M. le Premier Vice-Président de la République a exprimé la gratitude du Gouvernement du BURUNDI, aux partenaires internationaux que vous représentez ainsi qu'aux partenaires internes pour l'appui dans la réalisation de ces performance.

Il a clôturé en sollicitant le présent forum politique de mettre en place les modalités de poursuivre le dialogue sur les défis de paix et de gouvernance.

## Présentation du cinquième rapport CSCP par S.E.M. l'Ambassadeur NAHAYO

S.E.M. l'Ambassadeur NAHAYO a présenté le cinquième rapport CSCP (*présentation en annexe*) en se focalisant sur les tendances, le progrès et les défis.

### Les discussions et les recommandations

Les membres du Forum Politiques ont fait des **recommandations sur le rapport en général** qui peuvent être résumé comme suit :

- Le CSLP-2 devra prendre en compte des aspects de consolidation de la paix avec des indicateurs tangibles
- Le Forum Politique devra suivre les recommandations du rapport V à d'intervalles régulières
- La mise en place d'un responsable assez hautement placé pour guider la mise en place de la nouvelle stratégie qui fusionne le CSLP et le CSCP.
- Le rapport donne l'impression qu'il ne considère pas les **efforts** du gouvernement, il faudra donc inclure :
  - Les élections réussites
  - L'organisation des réunions avec les parties politiques (sans confondre le dialogue aux négociations)
  - La sensibilisation contre la corruption en cours (en comprenant que la lutte contre la corruption est un processus et non une décision)
  - L'évaluation des performances des fonctionnaires (y compris les ministres) par des contrats de performance. Ces contrats incluent le dialogue avec les cadres, la lutte contre la corruption, etc.
  - Les jugements des assassins dans des bons délais

Il est recommandé de revoir tout le document pour montrer que le Burundi est un pays stable (et non post conflit).

Les propositions concrètes de changement du texte du rapport sont reprises en annexe 1.

## Débats sur les recommandations du rapport V du CSCP

S.E.M. le Premier Vice-Président a ensuite lancé les débats sur 77 recommandations issues du rapport.

### Les discussions et les recommandations

Les discussions se sont centrées sur les recommandations principales suivantes :

- L'importance de renforcer le **dialogue politique** avec tous les acteurs impliqués pour assurer de l'espace politique suffisante.
- Mettre en œuvre sans faille et dans les meilleurs délais la Stratégie Nationale de **Bonne Gouvernance**, qui marque la volonté du Gouvernement de lutter contre la corruption et

d'appliquer la « Tolérance Zéro ».
Les autres ajouts, ajustements ou changements du texte des recommandations sont repris en annexe 2.
<b>Conclusion</b>
S.E.M. le Premier Vice Président de la République a clôturé la session de travail en remerciant vivement les membres pour leur participation.

**Fait à Bujumbura, le 16 février 2011**

## ANNEXE 1 : Propositions de changement dans le texte du rapport

<p><b>Bonne Gouvernance (Elections)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mentionner dans le rapport la participation de la population aux élections (76%) qui marque la volonté du peuple de renforcer la démocratie.</li> <li>▪ Il ne faudra pas confondre la période électorale avec la période post – électorale. Cette dernière n’a duré que trois mois, donc il est difficile d’évaluer son impact.</li> <li>▪ Il faut mentionner dans le rapport que le Gouvernement a organisé des réunions avec les parties politiques</li> <li>▪ Les statuts de l’opposition ont été transmis avant les élections au gouvernement, mais il est vrai qu’il faut revoir le texte sur les statuts</li> <li>▪ Il est proposé de mentionner que les résultats des élections ne correspondent pas aux résultats souhaités, notamment, un renforcement de la démocratie</li> <li>▪ Il faudra mentionner le rôle positif de la société civile et média (éléments de la démocratie)</li> <li>▪ Il est proposé de mentionner dans le rapport que les parties politiques qui se sont retirés n’ont pas encore amené des preuves de refus de résultats des élections.</li> </ul>
<p>Point 11</p>	<p>ADC-IKIBIRI n’est pas reconnu comme association par la loi burundaise.</p>
<p>Point 13</p>	<p>Enlever dernière phrase : <i>(les tentatives de rapprochement initiées par les Bashingantahe et la Société Civile restent sans effets faute d’un consensus sur le cadre et l’objet du dialogue).</i></p>
<p>Point 14</p>	<p>Il faut souligner qu’il n’y a pas eu de restrictions illégales sur les réunions des parties politiques</p>
<p><b>Bonne Gouvernance (Lutte Contre la Corruption)</b></p>	<p>Le rapport doit mentionner des <b>cas concrets</b> : Interpétrol, ARCT, Marchés des armes, contrat avec entreprise américaine.</p>
<p>Point 28</p>	<p>Il ne faudra pas faire une conjonction entre une structure d’état et une association locale (OLUCOME)</p>
<p><b>Accord cessez-le-feu Gouvernement - FNL</b></p>	<p>Point 44 : Il n’y a pas eu d’arrêt d’intégration des FNL</p>

<b>Secteur Sécurité</b>	Le rapport fait une confusion entre la criminalité et insécurité.
	Le rapport devra Inclure une note sur le contrôle interne dans le secteur de sécurité
Point 46	Il faudra ajouter : « <i>Les enquêtes fouillées ont démontré que les soupçons n'étaient pas fondés</i> »
Point 50	Il faudra mentionner les efforts du Gouvernement et des PTF dans le désarmement : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place cadre légal et institutionnel : Commission permanente de Désarmement</li> <li>▪ Suits aux efforts fournis par le Gvt et les PTF (83 287 armes saisies, 620 000 munitions saisies, 41 320 armes détruits, 398 000 munitions détruites</li> <li>▪ Gestion et sécurisation des armes détenues par les agents publics</li> </ul>
Point 51	Le rapport ne devrait pas contenir des informations non confirmées ; nouvelle formulation et ajouts: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ « <i>Des actes de banditisme et de vols à main armée deviennent de plus en plus nombreux. Comte tenu du passé récent certains pensent qu'il s'agit d'une nouvelle rébellion.</i> »</li> <li>▪ Gouvernement a mis en place des mécanismes pour assurer les équilibres constitutionnels</li> </ul>
Point 57	Nouvelle formulation : « <i>Même si les résultats de l'enquête dénote une certaine méfiance surtout dans les centres urbains. dans les corps de défense et de sécurité, la confiance est au bon fixe en témoignent l'implication de la population dans la sécurisation des élections.</i> »
<b>Justice et Droits de l'Homme</b>	Partout dans le rapport il faudra remplacer le terme « <i>exécutions extrajudiciaires</i> » par « <i>assassinats / meurtres</i> » en précisant quel type d'assassinats
	Le rapport doit mentionner la Commission qui a été mise en place pour enquêter ces meurtres.
<b>Questions foncières</b>	Le texte du rapport est trop long. Il est proposé de garder les paragraphes suivants : §45, 46, 49, 50, 50, 66, 67

## ANNEXE 2 : Propositions de changement des recommandations

<p><b>Bonne Gouvernance (Elections)</b></p>	<p>R1 : Le Fonds commun élections devra inclure un appui à la biométrisation de la carte d'identité et un transfert des compétences aux vrais destinataires</p>
<p><b>Bonne Gouvernance (Lutte Contre la Corruption)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ R2 : Poursuivre le dialogue politique sans mettre en cause le passé et en reconnaissant les efforts du gouvernement, avec tous les acteurs y inclut l'opposition pour le bien du pays. Il y a nécessité d'exercer la modération du partie au pouvoir et l'inclusivité de ceux que ne sont plus représentés, d'où la nécessité de dialogue politique avec un objectif clair avec tous les acteurs, même si c'est difficile, car c'est essentiel pour la sécurité et la stabilité. Ca doit être un processus inclusif et constructif pour le développement de ce pays.</li> <li>▪ R3 : « <i>Mettre en place un mécanisme juridique approprié avec tous les acteurs afin de pouvoir échanger sur les questions intéressantes la vie nationale</i> »</li> <li>▪ R4 : « <i>Encourager les institutions en place pour poursuivre la mise en œuvre de la politique Tolérance Zéro et renforcer les capacités des institutions qui enregistrent des efforts par les structures en charges (Inspection Générale, Brigade anti-corruption)</i> »</li> <li>▪ <b>Nouvelles recommandations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ sur les actions concrètes pour restaurer la confiance de la communauté</li> <li>○ faire circuler la nouvelle Stratégie Bonne Gouvernance dans l'immédiat, car elle est clé pour la stabilité, pour le climat d'investissement et la prospérité.</li> <li>○ Besoin de sensibilisation par le gouvernement contre la corruption</li> <li>○ Relancer le débat sur la loi actuelle contre la corruption, y inclus le cadre institutionnel</li> <li>○ Efforts pour vider les dossiers visibles</li> </ul> </li> <li>▪ R8 : <i>Continuer au recours aux appels d'offre sans dépasser le 10% de gré à gré</i></li> <li>▪ R10 : Enlever la recommandation sur les quotas, en soulignant les efforts considérables du Gouvernement en matière de genre.</li> <li>▪ <b>Nouvelle recommandation</b> : finalisation de la Politique Nationale sur le Genre</li> <li>▪ R12 : « <i>Assurer la sécurité aux personnes qui ont le courage de s'attaquer à la corruption</i> »</li> </ul>

<p><b>Accord cessez-le-feu</b> <b>Gouvernement</b> <b>- FNL</b></p>	<p>--</p>
<p><b>Secteur</b> <b>Sécurité</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ R16 : Remettre ce point dans le processus DDR</li> <li>▪ R18 : « <i>Poursuivre le recrutement</i> »</li> <li>▪ R20 : « <i>Continuer à associer les acteurs sur le Livre Blanc et de la Revue de Défense</i> »</li> <li>▪ R22 : il faudra dissocier le Parlement et la Société Civile car ils n'ont pas les mêmes missions.</li> <li>▪ <b>Nouvelle recommandation</b> : « <i>Accroître les efforts du Gvt et la Société Civile dans le contrôle des armes légères et du respect du Protocole de Nairobi.</i> »</li> </ul>
<p><b>Justice et</b> <b>Droits de</b> <b>l'Homme</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ R26 : Enlever point 15 car il ressemble au point 26 et remplacer le terme « <i>exécutions extrajudiciaires</i> » par « <i>assassinats / meurtres</i> » ; il s'agit des crimes commis lors de la période électorale</li> <li>▪ R27 : enlever la notion <i>d'effet immédiat</i>.</li> <li>▪ <b>Nouvelle recommandation</b> sur la protection des albinos</li> </ul>
<p><b>Questions</b> <b>foncières et</b> <b>Réintégration</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Nouvelle recommandations</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Vu la démographie, il n'est plus possible que chaque Burundais a le droit à une terre. Il faudra une politique pour rediriger la population.</li> <li>○ Réintégration socio-économique, accroître les efforts à l'égard des <b>jeunes</b> à part des autres catégories (rapatriés, ex-combattants, démobilisés)</li> <li>○ Inclure tous les recommandations sur les vulnérables dans le CSLP-2, y inclut les aspects « <i>conflict sensitive</i> ».</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Intégration</b> <b>Régionale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Nouvelle recommandations</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Encourage la bonne coordination dans le secteur de l'intégration régionale.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Coordination</b> <b>des Aides</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Nouvelles recommandations</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accélérer le décaissement des appuis budgétaires</li> <li>○ Encourager les PTF de donner les informations sur l'aide en temps utile</li> </ul> </li> </ul>